

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Marché à procédure adaptée de service**

**LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE**

**3 pages**

**Pouvoir adjudicateur : Commune de Saint-Vincent de Mercuze**

**Date limite de réception des offres**

**Lundi 15 juin 2026 à 12h**

## **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1.1 - Procédure**

Le présent marché est un marché à procédure adaptée, conformément au code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur a prévu de négocier. Cependant il se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation si elles s'avèrent satisfaisantes.

S'il y a négociation, elle aura lieu avec les trois candidats qui seront les mieux classés conformément à l'article 1.4.

Les offres devront parvenir en mairie avant le lundi 15 juin 2026 à 12h.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur la plateforme utilisée par le pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-securises.fr>

### **ARTICLE 1.2 - Pièces à fournir**

Devront être fournis dans le dossier de candidature :

- le cahier des charges et le présent règlement de consultation dûment tamponnés et signés.
- acte d'engagement complété et signé
- la documentation technique permettant l'évaluation de l'offre par rapport au cahier des charges (présentation des moyens, modes de fonctionnement, présentation des produits...)
- références (1 page) et certificats de qualité (5 maximum)
- l'agrément vétérinaire sanitaire de la cuisine centrale délivré par l'État pour des repas exportés en liaison chaude ou froide
- le plan de maîtrise sanitaire.

Toute absence pourra justifier le rejet de la candidature après relance par lettre recommandée et absence de réponse satisfaisante sous six jours francs.

Devra en outre être fourni :

- certificat ou document permettant de s'assurer que le candidat répond aux exigences de l'article 51 du décret n°2016-360.
- attestation de régularité sociale et fiscale

Le mandataire ainsi que les co-traitants devront également justifier qu'ils ont contracté une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés :

- par la mise en œuvre des prestations, les modalités de leur exécution ou du fait d'événements engageant sa responsabilité ;
- par son personnel ou toute personne sous sa responsabilité, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- par les produits utilisés (notamment les risques d'intoxication alimentaire).

### **ARTICLE 1.3 – Sous-traitance**

**La sous-traitance n'est pas autorisée.**

## **ARTICLE 1.4 – Critère de jugement des offres**

### **Note technique – qualité des prestations 50%**

Adéquation de l'offre aux exigences et objectifs poursuivis dans le cahier des charges.

### **Note Prix – 30%**

Lors de l'analyse des offres, une simulation des prestations annuelles sera effectuée afin d'établir une base de comparaison. Rappel des prix demandés :

Restauration scolaire (maternelle + élémentaire) :  
- prix du repas 4 composantes (avec / sans pain)

Petite crèche :  
- prix du repas  
- prix de location d'un four chauffe-plat (/an)

Personnes âgées :  
- prix du repas 5 composantes (avec / sans pain)

### **Note références – 20 %**

L'évaluation portera sur l'expérience du candidat dans ces missions, notamment dans des prestations auprès de structures de taille comparable.

## **ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une **durée d'une année scolaire** à compter de la rentrée scolaire 2026/2027 (septembre 2026). Le marché est renouvelable, par tacite reconduction d'un an, dans la limite de 3 années. Le montant maximum (y compris les reconductions) sera inférieur à 215 000 HT.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à sa relation contractuelle avec le prestataire à chaque date anniversaire, dans le respect d'un délai de préavis de trois mois par lettre recommandée. Cette non-reconduction ne donnera lieu à aucune indemnisation du prestataire.

## **ARTICLE 3 - DIFFERENDS ET LITIGES**

En cas de contestation, le tribunal administratif de GRENOBLE sera seul compétent. La décision d'attribution du présent marché pourra faire l'objet d'un recours dans la limite de deux mois à compter de sa notification.

**Le candidat,  
Après avoir lu et accepté :**